

Questions orales

M. Jelinek: Posez une question supplémentaire, Riis.

[Français]

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LE NOMBRE D'EMPLOIS PERDUS DÉCOULANT DE L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN DE LIBRE-ÉCHANGE

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est): Monsieur le Président, j'ai une question pour le vice-premier ministre. Le ministère de l'Expansion industrielle régionale, dans un rapport interne, a indiqué une perte de 228 000 emplois dans 17 industries comme résultat du libre-échange. Informetrix, une compagnie privée, a prévu une perte de 300 000 emplois et le Congrès du travail du Canada a prévu une perte d'un million d'emplois. Alors, hier soir, le premier ministre lui-même a admis une perte énorme d'emplois quand il a reconnu l'exigence d'un programme majeur de recyclage pour ces travailleurs. Dans ces circonstances, est-ce que le gouvernement est maintenant prêt à nous donner ses prévisions officielles des emplois perdus, et dans quels secteurs, et est-ce qu'il rendra publiques ses études et ses prévisions concernant les pertes d'emplois comme résultat du libre-échange?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le travail n'est évidemment pas encore terminé parce que les éléments précis de l'accord n'ont été connus que très tard samedi. Je fais toutefois remarquer au député qu'un grand nombre de ces rapports annoncent un accroissement général et substantiel dans la création d'emplois au Canada. Ces emplois s'ajouteront aux 900 000 créés depuis septembre 1984.

L'économie est en pleine croissance. Je signale au député les résultats de l'accord commercial entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande et d'autres accords en Europe. Le rajustement se fait facilement dans une économie en expansion. Il a fallu énormément de rajustements ces dernières années parce que de quatre à cinq millions de personnes changent d'emploi ou d'employeur, chaque année. Il se fait considérablement de rajustements, et nous avons des programmes pour répondre à ces besoins.

M. Allmand: Le gouvernement sait très bien annoncer la création d'emplois.

Des voix: Bravo!

M. Allmand: Il peut tout aussi bien faire état de la perte d'emplois.

LES PERTES D'EMPLOIS POSSIBLES—ON DEMANDE DE PUBLIER LES ÉTUDES

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-grâce—Lachine-Est): Monsieur le Président, si le premier ministre était prêt à annoncer un programme majeur pour recycler les travailleurs qui perdront leur emploi à cause du libre-échange, il devait disposer de certaines prévisions ou de certaines études de fond sur la question. Je demande donc au gouvernement de publier ces documents pour que nous puissions nous préparer à ces pertes d'emplois. Le gouvernement a-t-il quelque chose à cacher?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, nous n'avons rien à cacher du tout. Le premier ministre a déclaré que s'il était nécessaire d'élargir...

M. Allmand: Il a parlé d'un programme majeur!

M. McKnight: Du calme, Warren.

M. le Président: La Présidence a déjà dit qu'un peu plus de retenue s'imposait pour pouvoir poursuivre la période des questions. J'ai déjà averti les députés du côté du gouvernement et je voudrais maintenant que l'opposition se le tienne pour dit. Je passerai au suivant si d'autres interruptions se font entendre. La journée avance et d'autres députés veulent poser des questions.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, avant d'être interrompu, je disais que nous avions des programmes majeurs actuellement, au moins 3 milliards de dollars pour des mesures d'adaptation économique.

Je rappelle au député que deux millions et demi de personnes ont été mises à pied au cours des dernières années. Un million quitteront leur emploi un certain temps au cours de la présente année. Et un autre million de personnes cesseront de travailler pour d'autres raisons, parce qu'elles occupent un emploi contractuel ou occasionnel, ou à la suite d'un congédiement ou de la fermeture d'une entreprise. Pour toutes ces raisons, il existe des programmes majeurs en vigueur visant à faciliter les rajustements considérables à faire. Comme je le disais tout à l'heure, ces programmes seront élargis au besoin dans le cadre de l'entente sur le libre-échange.

* * *

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

LA PÉNURIE DE LOGEMENTS À PRIX ABORDABLE À TORONTO

M. Alan Redway (York-Est): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement à propos de la pénurie aiguë de logements à prix abordable dans la ville de Toronto, comme le montre de taux de vacance presque nul alors qu'il dépasse 5 p. 100 dans d'autres villes comme Calgary.

Étant donné la situation, le ministre va-t-il ordonner immédiatement aux responsables de la SCHL de modifier leurs programmes afin de créer beaucoup plus de logements à prix abordable dans la ville de Toronto? Trouve-t-il, lui aussi, que la seule solution à ce problème consiste à aller habiter Calgary et à venir travailler à Toronto?

L'hon. Stewart McInnes (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, la situation du logement à Toronto n'est pas facile. Hier, j'ai assisté à l'inauguration d'un projet spécial visant à construire des logements spéciaux au centre-ville. En 18 mois, nous avons construit environ 4 800 nouveaux logements à Toronto. L'année dernière, nous avons participé à la construction ou à la rénovation d'environ 55 000 maisons au Canada.